

Réalisations des programmes de Consolidation de la Paix

Promouvoir la sécurité communautaire, contribuer à la
prévention des conflits, et à la consolidation de la paix



Rapport annuel 2025

Sommaire

Résumé.....

2

Vue d'ensemble.....

3

• Couverture géographique

3

• Activités de consolidation de la paix

4

Réalisations par pays.....

5

• Europe & Asie | Ukraine, Myanmar, Afghanistan.....

5

• Moyen-Orient et Afrique du Nord | Irak, Libye.....

6

• Afrique de l'Est, Afrique Centrale et région des Grands Lacs | Ouganda, Soudan du Sud, Kenya, Éthiopie, Soudan, Tchad, Cameroun, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo.....

7

• Afrique de l'Ouest | Mali, Niger, Burkina Faso (PREVENIR, BRICS, RecAP).....

15

Étude de cas.....

19

Engagement externe et visibilité.....

23

Résumé

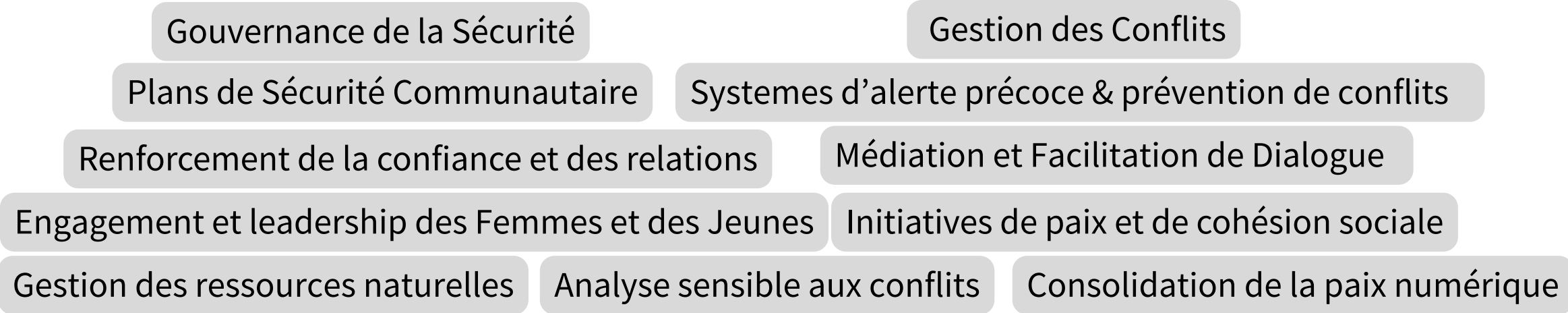
En 2025, le DRC et ses partenaires ont mis en œuvre des programmes de consolidation de la paix en Afrique, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient. Celles-ci ont principalement porté sur la gestion des conflits et la gouvernance de la sécurité. Grâce à la collaboration avec les communautés touchées par les conflits et les déplacements, ainsi qu'aux groupes impliqués dans la prévention et la gestion des conflits, et au soutien qui leur a été apporté, ces actions ont notamment porté sur les systèmes d'alerte précoce, les dialogues inclusifs, la médiation et les initiatives de paix menées par les communautés. Le programme a également consisté à soutenir des initiatives de sécurité communautaire et à mobiliser es parties prenantes, telles que les acteurs de

la sécurité, dans le cadre de dialogues sur la sûreté et la gouvernance de la sécurité. En outre, le DRC a travaillé à l'élaboration d'analyses des conflits, d'évaluations de la sensibilité aux conflits et au renforcement des capacités en matière de consolidation de la paix. En soutenant les communautés, les jeunes et les organisations de la société civile dans leurs efforts de résolution pacifique des conflits et de dialogue inclusif, le DRC a contribué à une consolidation de la paix portée par les communautés, au renforcement de la cohésion sociale et à l'accroissement de la résilience locale.

Chiffres clés



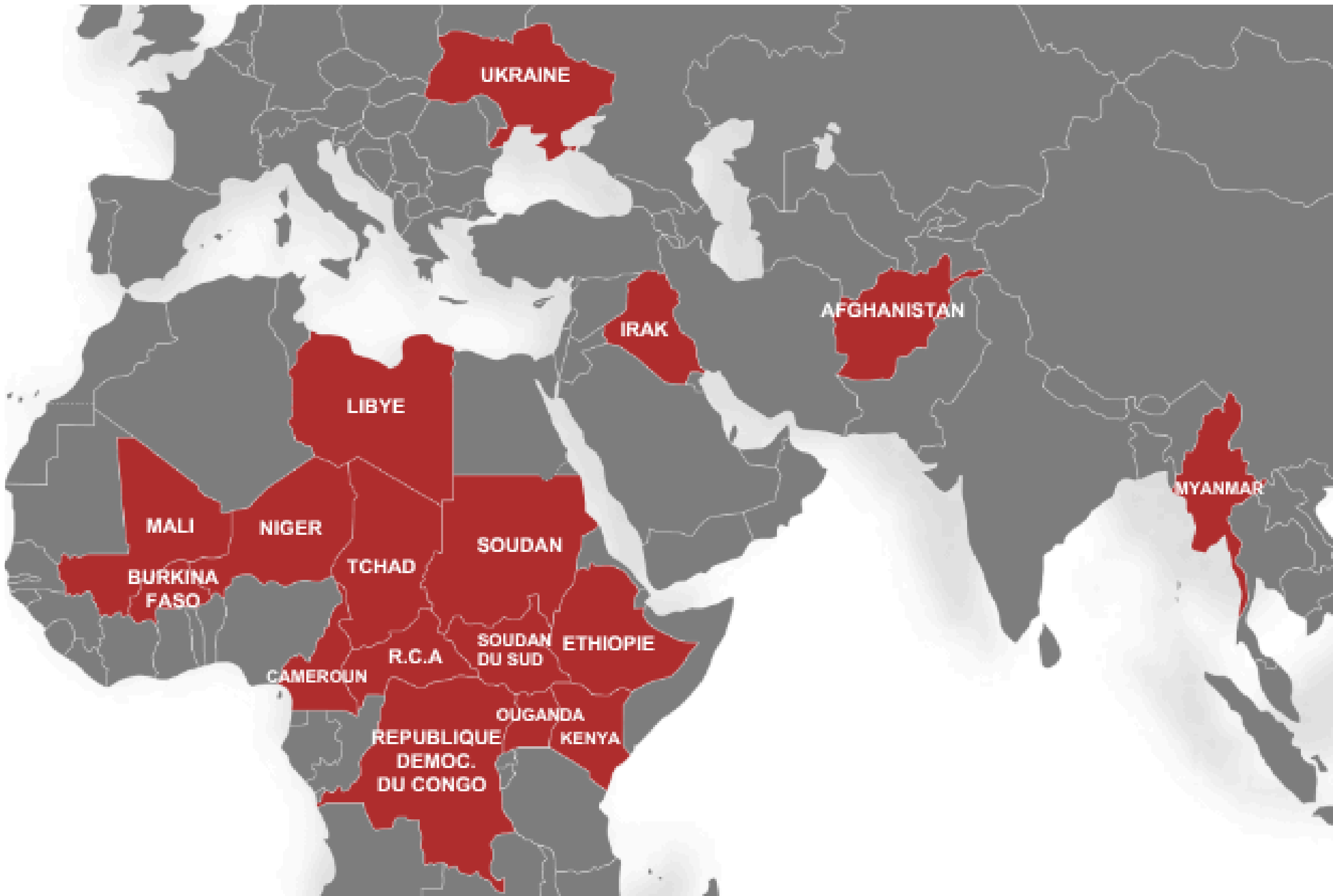
Domaines d'intervention



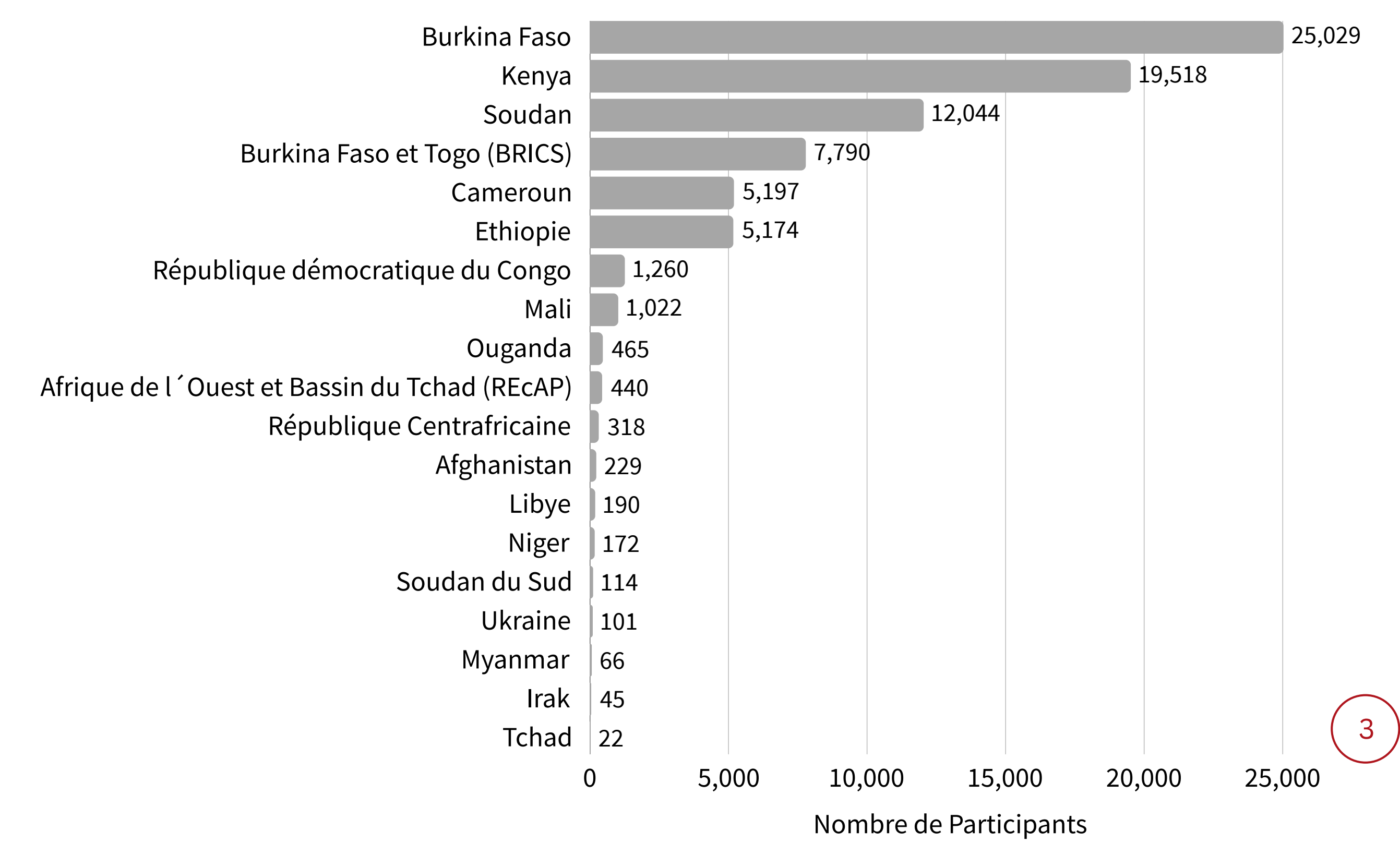
**Le nombre total de participants indiqué doit être considéré comme une estimation minimale. Pour certaines activités, seul le nombre de sessions a été enregistré, tandis que le nombre de participants n'a pas été renseigné. Par conséquent, le nombre réel de participants atteints est probablement supérieur au chiffre communiqué.*

Vue d'ensemble

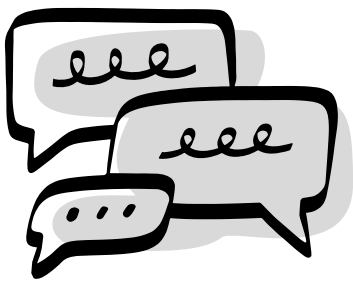
Couverture géographique



Nombre de participants par pays/région



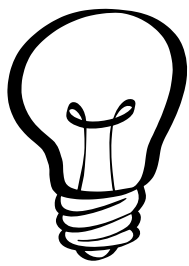
Activités de Consolidation de la Paix



356

Dialogues & Médiations
facilités ou soutenus

19,755 participants



349

Formations à la gestion de
conflits

11,940 participants



27

Formations à l'analyse de
conflit et la sensibilité au conflit

813 participants



31

Analyses sensibles
aux conflits



107

Engagements en matière de
sécurité communautaire et
de gouvernance de la
sécurité



3,856

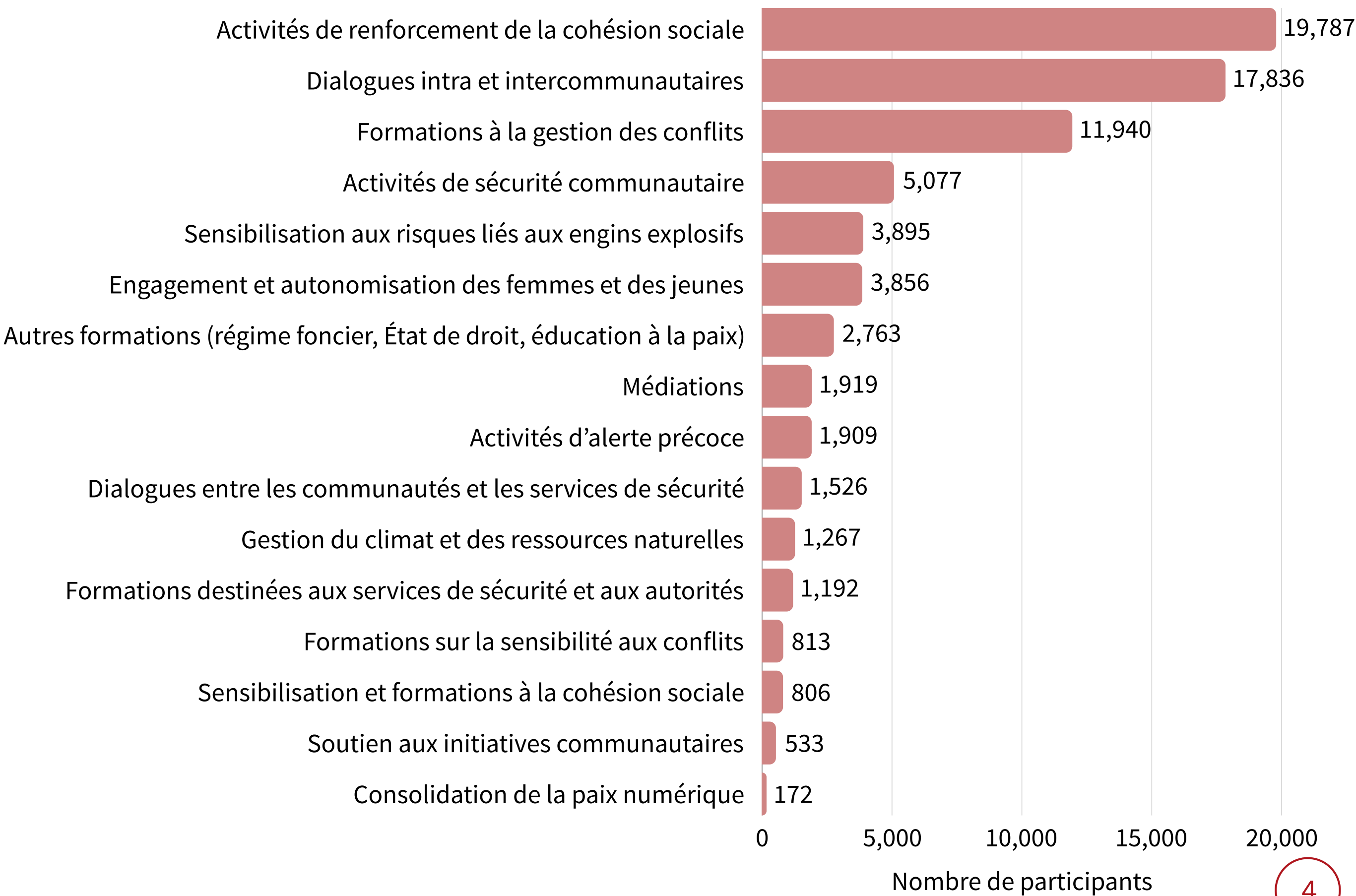
Femmes et Jeunes
impliqués pour promouvoir
leur inclusion et
participation dans la paix
et sécurité



+19,787

participants à des
initiatives visant à
renforcer la cohésion
sociale (sport, culture,
etc.)

Nombre de participants par activité*



*Le nombre total de participants indiqué doit être considéré comme une estimation minimale. Pour certaines activités, seul le nombre de sessions a été enregistré, tandis que le nombre de participants n'a pas été renseigné. Par conséquent, le nombre réel de participants atteints est probablement supérieur au chiffre communiqué.

Réalisations par pays

Europe et Asie

Ukraine

- Des formations à la sensibilité aux conflits ont été dispensées au personnel du DRC et aux partenaires de mise en œuvre. Au total, **48** membres du personnel du DRC (31 femmes et 17 hommes) ont participé à **3** formations sur la sensibilité aux conflits, et **100** membres des organisations partenaires et leaders communautaires (76 femmes et 26 hommes) ont participé à **5** formations.

Myanmar

Le DRC a poursuivi le déploiement de la sensibilité aux conflits en tant que principe opérationnel dans les réponses d'urgence et l'adaptation des activités, à travers :

- 1** formation des formateurs, avec **13** participants.
- L'élaboration d'un ensemble de recommandations de programme pour l'adaptation des activités à la sensibilité aux conflits.
- 2** formations à la sensibilité aux conflits organisées sur le terrain par le personnel formé, touchant un total de **53** personnes (principalement des intervenants de première ligne chez les partenaires, dont 28 femmes et 25 hommes).



Formations à la sensibilité aux conflits en Ukraine

Afghanistan

Dans le cadre d'un projet axé sur le relèvement économique et le soutien aux ménages vulnérables, l'équipe a mené une analyse de la cohésion sociale couvrant plusieurs zones des provinces de Kaboul et de Ghazni, à travers des discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs clés. Les objectifs principaux étaient de mieux comprendre l'impact des mouvements de retour sur les communautés locales en Afghanistan dans un contexte de détérioration des conditions socio-économiques. Il s'agissait aussi d'explorer les risques, les opportunités et la contribution potentielle de la réponse humanitaire à la cohésion sociale dans le contexte afghan. Les résultats ont mis en évidence des recommandations pour les interventions humanitaires dans le pays, en particulier en coordination avec les programmes de relèvement économique.

L'équipe a dispensé des formations sur la cohésion sociale et la gestion des conflits à **20** groupes d'entraide répartis dans les deux provinces. Les groupes d'entraide se sont concentrés sur l'inclusion économique des femmes à travers diverses initiatives commerciales et financières. Au total, **229** membres issus des **20** groupes d'entraide ont été formés.



Analyse de la cohésion sociale en Afghanistan



Peace Code Camp in Baghdad, Iraq

Moyen-Orient et Afrique du Nord

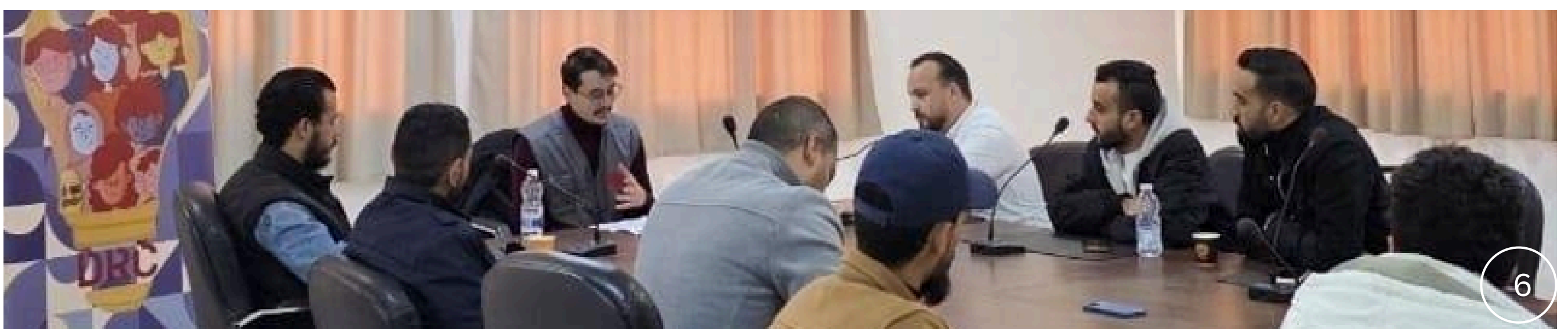
Irak

- Dans la province d'Anbar, le projet visait à promouvoir la cohésion sociale entre les personnes déplacées internes et les communautés d'accueil grâce à un engagement numérique, en mettant un accent particulier sur l'autonomisation des femmes en tant qu'actrices de la paix et créatrices de contenu numérique. La campagne utilise le storytelling propulsé par l'Intelligence Artificielle ainsi que des plateformes numériques axées sur la communauté pour diffuser des récits positifs, apaiser les tensions locales et renforcer la résilience.
- Un Camp de Codage pour la Paix (Peace Code Camp) a été organisé à Bagdad, réunissant **45** participants issus du Réseau numérique pour la paix, de représentants du gouvernement, d'initiatives numériques, d'activistes, d'institutions académiques et d'organisations de la société civile.

Libye

- Dans le cadre de l'initiative de cohésion sociale du DRC, **150** participants d'origines ethniques diverses se sont rassemblés pour célébrer le Nouvel An Amazigh le 13 janvier. L'événement a servi de plateforme pour encourager des interactions positives entre les différents groupes sociaux et renforcer les messages de coexistence, dans la continuité des activités de consolidation de la paix menées par le DRC en 2024, à Zuwara.
- **40** leaders locaux et activistes issus des communautés de Yefren et d'Al-Mashashiyah, parmi lesquels des acteurs de la société civile et des représentants municipaux ont participé à des sessions de dialogue et à des discussions de groupe. Ensemble, ils ont identifié les facteurs de conflits locaux, les perceptions de la sécurité communautaire et la dynamique de cohésion sociale, contribuant ainsi à rétablir la confiance entre les parties prenantes et à orienter l'adaptation des programmes.
- **1** étude CAPC (Connaissances, Attitudes, Pratiques et Comportements) a été réalisée à Yefren et Al-Mashashiyah sur les risques liés aux ALPC (Armes Légères et de Petit Calibre). Elle a révélé une banalisation de la détention d'armes par les civils, liée au besoin perçu d'autoprotection, à une faible confiance envers les institutions de sécurité formelles et à une sensibilisation limitée aux risques indirects (accidents domestiques, exposition des jeunes). Ces résultats ont mis en évidence des différences générationnelles dans les attitudes face à la présence d'armes et ont identifié des lacunes dans les messages de prévention au niveau communautaire, alimentant la conception des stratégies de sensibilisation et d'engagement ciblées du DRC.
- **2** rapports de sensibilité aux conflits ont été publiés pour Yefren et Al-Mashashiyah, chacun s'appuyant sur les conclusions de l'étude CAPC. Ces rapports ont cartographié les acteurs clés, les facteurs de division et de rapprochement, les déclencheurs de risques contextuels ainsi que les stratégies d'atténuation, renforçant ainsi l'approche de programmation sensible aux conflits du DRC.

Note : Pour des raisons de sécurité, toutes les activités ont été suspendues pendant plus de six mois, et la mission du DRC en Libye a été fermée (mars–septembre 2025).



Afrique de l'Est, Afrique Centrale et les Grands Lacs

Soudan du Sud

Dans le cadre du projet d'Action Humanitaire Anticipatoire pour les Déplacements (Anticipatory Humanitarian Action for Displacement - AHEAD) :

- **1** analyse de la sensibilité aux conflits a été réalisée à Abyei.

Dans le cadre du Fond des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF) :

- **26** participants ont été formés à l'analyse et à la sensibilité aux conflits (18 hommes et 8 femmes).
- **1** conférence de paix Fashoda-Akoka a été organisée dans le cadre des dialogues et des activités de renforcement de la confiance à Malakal, dans l'État du Haut-Nil, réunissant **88** participants (66 hommes et 22 femmes).



Séance d'ouverture de la Conférence de paix de Fashoda-Akoka à Malakal / photo : OIM

Ouganda

Dans le cadre du programme Karamoja Strong (Karamoja Strong Programme - KSP) :

- **5** réunions de dialogue avec les acteurs de la sécurité communautaire ont réuni **104** participants (66 hommes et 38 femmes).
- **1** formation à la gestion des conflits a été dispensée aux forces de sécurité (Police ougandaise), formant **24** participants (20 hommes et 4 femmes).
- **4** formations à la gestion des conflits organisées pour **87** membres de la communauté (40 hommes et 47 femmes).
- **2** réunions de dialogue entre tribus en conflit ont été organisées, regroupant **250** participants.



Education à la gestion des conflits pour les communautés, Ouganda



Réunion de dialogue entre les acteurs de la sécurité et membres de la communauté, Ouganda



Marche pour la Journée internationale de la Paix 2025, Mandera County, Kenya

Kenya

- Soutien à la célébration de la Journée internationale de la paix dans quatre comtés (Garissa, Turkana, Mandera et West Pokot) avec **215** participants. Les sessions combinant la célébration de cette journée et la signature d'accords de paix ont rassemblé **930** participants (7 sessions).

Partenariats et développement stratégique

- Projet de consolidation de la paix financé par le PNUD (2025) : « Intégration de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale dans la gestion des réfugiés au Kenya ».
- Extension du réseau de partenaires locaux : Augmentation du nombre de partenaires de **3** à **7**,
- Attribution d'un prix pour la consolidation de la paix par le comté de Mandera en reconnaissance des actions menées par DRC Kenya dans la région.
- Plaidoyer et engagements sur la gouvernance : **30** participants engagés.

Dialogues et médiations

- **42** réunions de dialogue intra et intercommunautaires : **3 411** participants.
- **23** sessions de médiation : **1 492** participants.
- **4** réseaux de médiation établis et opérationnels : **92** participants.
- Formation aux compétences en médiation à Dadaab : **17** membres du personnel et des organisations partenaires formés par la conseillère globale DRC en consolidation de la paix.

Engagement des femmes et de la jeunesse

- **11** formations sur le leadership et le plaidoyer des femmes et des jeunes : **326** participants.
- **8** sessions de mentorat pour les jeunes : **195** participants.
- **13** dialogues et forums de paix pour la jeunesse : **475** participants.
- **3** forums d'engagement pour les femmes et les jeunes : **367** participants.

Gouvernance de la sécurité

- **32** réunions de dialogue et de coopération entre services de sécurité/autorités et communautés : **822** participants.
- **27** formations sur la gestion des conflits et la sensibilité au conflit (destinées aux services de sécurité, porteurs de devoirs et acteurs étatiques) : **601** participants.
- **12** réunions de coordination de la sécurité : **685** participants.

Formations

- **12** formations sur la programmation sensible aux conflits : **478** participants.
- **38** formations sur l'Education à la Gestion des Conflits (EGC) : **1 352** participants.
- **17** formations sur la médiation et la facilitation du dialogue : **683** participants.
- **8** formations sur les modes alternatifs de résolution des conflits (MARC / ADR) : **256** participants.
- **12** formations sur l'engagement communautaire (destinées aux acteurs étatiques) : **367** participants.
- **50** sessions sur l'éducation à la paix et les clubs de paix en milieu scolaire : **2 620** participants.
- **1** formation des organisations de la société civile sur la gouvernance : **23** participants.
- **7** formations sur le maintien de la paix numérique (digital peacebuilding) : **127** participants.

Intégration du nexus conflit et climat dans le renforcement des programmes (projets FCDO, Danida SPA et KSP)

- **12** formations sur l'adaptation au changement climatique et la résilience (combinaison climat, élevage et agriculture régénératrice) : **413** participants.
- **3** sessions sur les plans d'action climatique des comtés (CAP / FLoCCA) : **112** participants.
- **28** sessions de planification et de coordination communautaire de la sécurité climatique (CSG/SCSG/comté) : **1 246** participants.
- **5** sessions de planification par scénarios participatifs et de savoirs traditionnels autochtones / ateliers de prévisions saisonnières : **662** participants (*voir étude de cas n.3*).
- **16** sessions de sensibilisation et de partage d'informations sur le changement climatique : **494** participants.
- **2** sessions sur les structures de RRC (réduction des risques de catastrophe) et la planification d'urgence contre la sécheresse : **51** participants.
- Soutien aux moyens d'existence et initiatives appuyées (groupes électrogènes, semences, chèvres, installations solaires, mécanique).



Prévision météorologique et sécuritaire traditionnelle par les aînés, Kenya



Signature d'accords entre les communautés Pokot et Turkana en présence des autorités locales, Kenya

Quelques points forts d'impact

- **Accords de pâturage en période de crise** : Les structures communautaires engagées dans la gestion et la prévention des conflits ont permis de conclure des accords de pâturage lors d'une sécheresse sévère.
- **Résolution d'un différend entre hôtes et réfugiés** : Règlement d'un conflit concernant l'accès à un terrain de football, permettant de restaurer l'utilisation partagée de cet espace public (Garissa, Dadaab).
- **Réouverture d'infrastructures clés** : Les dialogues ont permis la réouverture de marchés et d'une école à Loya après plusieurs mois de fermeture (Turkana, Loima).
- **Restitution de bétail sans représailles** : Le renforcement des capacités a autonomisé les comités, leur permettant de récupérer 45 chèvres volées sans recourir aux représailles (Turkana, Pokot Nord).

Éthiopie

Dialogues inter et intracommunautaires

- **1 304** participants aux dialogues intra et intercommunautaires.
- **429** participants aux sessions de sensibilisation et de partage d'informations sur le règlement alternatif des conflits et la sensibilité au genre.
- **200** participants à la planification de la sécurité communautaire et aux initiatives soutenues.
- **800** jeunes et femmes engagés dans la consolidation de la paix grâce à des sessions de dialogue dédiées promouvant leur participation à la prévention des conflits et à la cohésion sociale.

Gouvernance de la sécurité

- **600** participants aux dialogues entre les services de sécurité/autorités et les communautés.
- **200** agents de sécurité formés à la sensibilité aux conflits et à l'engagement effectif dans les processus de dialogue communautaire.

Formations à la gestion des conflits

- **90** agents de première ligne, agents gouvernementaux, partenaires et parties prenantes formés à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix.
- **300** membres du personnel d'organisations locales avec capacités renforcées en gestion des conflits pour soutenir les initiatives de consolidation de la paix au niveau communautaire.
- **600** membres de la communauté formés à la gestion des conflits grâce à des interventions structurées de renforcement des capacités au niveau local.
- **50** participants formés pour renforcer la cohésion communautaire, favorisant l'intégration durable des personnes déplacées et l'amélioration des capacités locales de réduction des risques de catastrophe et de consolidation de la paix.
- **125** participants formés pour veiller à ce que les programmes réduisent au minimum les effets négatifs (principe de « Ne pas nuire » / Do No Harm), améliorent l'accessibilité, garantissent la

redevabilité et promeuvent l'inclusion et la participation (femmes, hommes, filles et garçons) afin de renforcer la sécurité au sein des communautés et d'offrir un soutien adapté en cas de préjudice.

Dans le cadre du projet du consortium HPDN pour la localité d'Aba'ala ainsi que Filtu et Dolo Ado dans la région Somali :

- **3** analyses de sensibilité aux conflits réalisées à travers des consultations communautaires et des processus participatifs afin d'identifier et de hiérarchiser les facteurs d'instabilité ainsi que les opportunités de résultats positifs pour la paix (1 par localité).
- Mise en place de **13** comités de consolidation de la paix (incluant femmes, jeunes, personnes déplacées internes, rapatriés et communautés d'accueil). L'un des comités a bénéficié de formations (**9** sessions au total) sur la négociation, la médiation et la résolution non violente des conflits, réunissant **158** participants.
- Renforcement des capacités des organisations de la société civile, des organisations à base communautaire et des leaders communautaires en matière de coexistence pacifique, de cohésion sociale et de compétences en résolution de conflits, à travers **4** sessions de formation comptant **147** participants.
- Élaboration de **11** plans communautaires participatifs de consolidation de la paix (prenant en compte les interventions planifiées du projet et exploitant la gestion des ressources naturelles ainsi que d'autres activités comme dividendes de la paix).
- Facilitation et soutien de **5** forums de dialogue communautaire pour la consolidation de la paix, réunissant **171** participants.



Soudan

Dialogues communautaires inclusifs et sessions de guérison communautaire

Sur base des conclusions des évaluations de conflits, **12** sessions de dialogue inclusif et de guérison communautaire ont été organisées pour traiter les principaux facteurs culturels de conflit, notamment la méfiance intercommunautaire et les griefs non résolus.

- **1 324** participants issus de diverses tranches d'âge, genres et milieux sociaux ont été réunis lors de ces dialogues.
- En résultat direct, **5** plans d'action communautaires ont été élaborés et mis en œuvre conjointement, traduisant les conclusions des dialogues en actions de paix locales, autonomes et sensibles aux conflits.

Réactivation et renforcement des capacités des Comités de paix et de réconciliation

Le DRC a soutenu la réactivation et le renforcement de **49** Comités de paix et de réconciliation (CPR) actifs.

- **280** membres des CPR ont été formés à la gestion des conflits, à la sensibilité aux conflits, à la négociation, à la médiation, au principe de « Ne pas nuire » (Do No Harm) et à la participation inclusive (**9** formations).

Ces actions ont renforcé les mécanismes formels et informels de gestion des conflits, en s'attaquant aux causes culturelles et structurelles des tensions et en contribuant à l'établissement d'un écosystème de paix local fonctionnel.

Gestion communautaire des ressources naturelles

En réponse aux conclusions des évaluations mettant en évidence la compétition pour l'utilisation des terres et des ressources comme facteur majeur de conflit :

- **3** comités de protection des cultures et des récoltes ont été mis en place.
- **60** membres de la communauté ont été formés et activement engagés dans la gestion sensible aux conflits des ressources naturelles.

Cette gestion communautaire des ressources naturelles a permis que la saison agricole se déroule sans aucun conflit majeur signalé entre agriculteurs et éleveurs, démontrant l'impact préventif d'une gouvernance des ressources négociée localement.

Projets d'infrastructures partagées comme dividendes de la paix

Les analyses de conflit et des évaluations de sensibilité aux conflits ont identifié le manque d'accès et d'infrastructures comme des facteurs de stress structurels. Par conséquent, les communautés ont réhabilité conjointement des infrastructures prioritaires en mobilisant les ressources locales, avec le soutien technique et matériel du DRC.

Projets d'infrastructures en tant que dividendes de la paix:

- **2** ponts ont été construits.
- **14** kilomètres de routes ont été réhabilités, incluant des ponceaux et des passages d'eau, à travers Nertiti, Golo et Umdukhun.



- Impact : Amélioration de l'accès aux marchés tout en renforçant la coopération intercommunautaire.

Inclusion et participation des femmes et des jeunes

S'appuyant sur l'analyse des lacunes en matière d'inclusion des femmes et des jeunes, **160** femmes et jeunes ont participé à des formations sur la consolidation de la paix axées sur le leadership, le plaidoyer et la cohésion sociale. Les participants sont désormais activement engagés dans des actions de sensibilisation à la paix et de dialogue au niveau communautaire, contribuant ainsi à des processus de paix et de réconciliation plus inclusifs et représentatifs.

Promotion de l'appropriation locale des solutions durables et du relèvement précoce

Sur la base des recommandations d'une évaluation soulignant la durabilité et l'appropriation locale, **2** Groupes de solutions durables ont été créés à Nertiti et Umdukhun et formellement approuvés par les autorités locales, favorisant ainsi l'appropriation locale des solutions durables et du relèvement précoce. Ces groupes – composés des administrations traditionnelles, des équipes techniques des autorités civiles, des autorités de fait et des comités de paix et de réconciliation (CPR) – pilotent désormais la planification sensible aux conflits pour les solutions durables, le relèvement précoce et la consolidation de la paix à long terme.



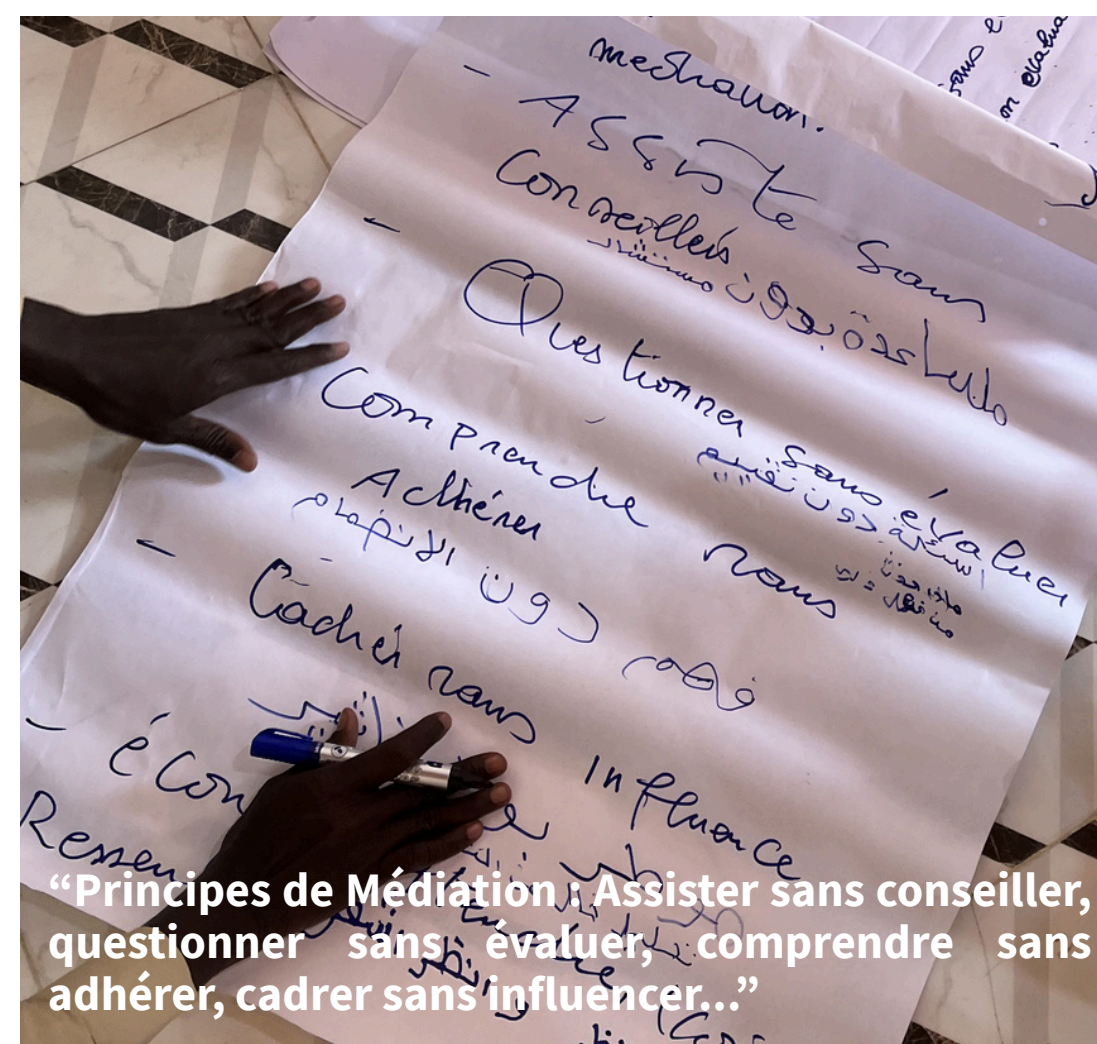
Réalisations clés des Comités Paix et de Réconciliation (CPR)

- **Accord sur le tissu social (Social Fabric Agreement)** : Restauration de l'accès sécurisé aux marchés et de la liberté de mouvement pour plus de 500 000 personnes. Une étude de cas approfondie s'est concentrée sur cet accord le long du corridor routier Zalingei-Nyala, à partir de données primaires collectées auprès des participants et des commerçants empruntant régulièrement cet axe. Les conclusions démontrent que les accords portés à l'échelle locale, facilités par les CPR et impliquant un dialogue avec les acteurs armés, se traduisent directement par une amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance (SAME / FSL), un accès renforcé aux marchés, une réduction des risques de sécurité et de protection, ainsi qu'une reprise de la circulation économique le long d'une route humanitaire et commerciale critique.
- **Accord sur le marché de Sarafaya** : Grâce à la médiation, le marché a été rétabli en tant qu'espace commercial neutre et sécurisé. L'accord a permis la reprise du commerce et réduit les tensions au sein de plus de 20 communautés (incluant des groupes nomades et agriculteurs), contribuant à l'amélioration des relations intercommunautaires et à la relance économique.
- **Ateliers sur les mécanismes de protection** : Organisation de 2 ateliers ciblés (60 participants) axés sur le renforcement des mécanismes communautaires de protection et la collaboration avec les autorités locales. Ces ateliers ont permis d'accroître la sensibilisation des communautés aux principes de protection, de renforcer le respect de la gouvernance locale et de l'État de droit, et d'améliorer l'alerte précoce ainsi que la réponse aux conflits localisés.
- **Prévention de l'escalade au marché d'Umdukhun** : Désamorçage des tensions grâce à des dialogues structurés, des patrouilles communautaires conjointes et des efforts de médiation (y compris des initiatives de médiation et de coordination transfrontalières). Ces actions ont maintenu la fonctionnalité du marché et réduit les risques de conflits localisés et transfrontaliers entre les communautés du Tchad, de République centrafricaine et du Soudan.
- **Événements culturels et ligues sportives pour la paix** : Rassemblement de plus de 10 000 participants issus de plus de 50 communautés de divers horizons culturels. Ces initiatives ont renforcé la cohésion sociale, promu la coexistence pacifique et consolidé un sentiment partagé d'identité communautaire.
- **Accès sécurisé au foncier et protection des récoltes** : Rôle critique des CPR dans la facilitation de l'accès sécurisé aux terres pour les personnes déplacées internes (PDI) et la sauvegarde des saisons de culture et de récolte. Cela inclut la médiation et la coordination autour de la relocalisation et de l'établissement du nouveau camp permanent New South à Nertiti, réduisant les tensions foncières et soutenant des moyens de subsistance durables.

Tchad

Dans l'est du Tchad, dans les zones ayant accueilli une arrivée massive de réfugiés soudanais causée par la guerre civile au Soudan, le DRC a lancé des programmes de consolidation de la paix pour compléter les interventions humanitaires. Grâce aux projets financés par l'UE (Service des instruments de politique étrangère - FPI) et la DDC (Direction du développement et de la coopération suisse), le programme est axé sur la coexistence pacifique et la cohésion sociale entre les communautés d'accueil, les réfugiés et les rapatriés.

- 1 formation à l'analyse des conflits destinée aux employés du DRC et aux organisations partenaires a été dispensée, réunissant 22 participants.
- 1 analyse de conflit a été réalisée.
- Mise en place ou redynamisation de 8 comités mixtes de gestion des conflits, composés de membres des communautés d'accueil, de réfugiés soudanais et de rapatriés tchadien.



Formation à la médiation avec les membres des comités mixtes de gestion des conflits (Photo de 2026), Tchad

Cameroun

Dans le cadre du projet EU SOLID / DANIDA :

- Organisation de formations destinées aux organisations de la société civile (OSC) sur le dialogue communautaire, réunissant 12 participants.
- 4 sessions de dialogue menées à travers 50 communautés, portant sur la cohésion sociale et la protection, touchant un total de 4 487 personnes au cours de 200 séances.
- Mise en œuvre de 10 microprojets : Réalisation d'infrastructures prioritaires pour la paix (aménagement de 6 points d'eau, construction d'1 aire de séchage, construction de 2 hangars communautaires et construction d'1 ponceau). Ces microprojets découlent directement des actions identifiées lors des dialogues et des ateliers de planification du développement communautaire pour la consolidation de la paix.
- Renforcement des capacités des membres de 46 comités locaux de protection et des leaders communautaires en gestion des conflits, avec 374 personnes formées (réparties dans 11 centres de formation / 8 membres formés par comité).
- Diffusion de spots radio sur 3 stations communautaires, en français, gbaya, fulfude et en sango. Les messages axés sur la cohésion sociale ont été directement élaborés par des jeunes et des femmes au cours d'ateliers dédiés.
- Sensibilisation à la Journée internationale de la paix : Campagne de sensibilisation communautaire menée par une OSC partenaire (55 personnes touchées).
- Gestion des conflits par les comités locaux de protection : Résolution de différends par voie de médiation et de conciliation comptant 269 participants, facilitant notamment la gestion des conflits agropastoraux, de l'accès à l'eau, des conflits conjugaux et des tensions relationnelles.

République Centrafricaine

Dans le cadre des financements DANIDA:

- **144** participants — comprenant des représentants d'organisations locales, de comités de paix et d'OSC — ont été formés par I3D à la résolution pacifique des conflits, créant un environnement plus sûr pour le dialogue et la collaboration communautaire.
- **12** réunions communautaires ont été organisées afin de partager les réalisations, renforcer la coordination locale et impliquer les communautés dans la consolidation de la paix.
- **74** personnes ont participé à des activités visant à prévenir la violence et à garantir une résolution constructive des conflits. À travers ces initiatives, les participants ont renforcé leurs compétences en gestion pacifique des conflits, cohésion sociale, dialogue communautaire, postures à adopter face aux conflits, leadership local et consolidation de la paix.
- Organisation de **3** activités de dialogue dans trois localités présentant des risques de protection élevés selon les données de monitoring (Taley, Ngaoundaye et Kouï). Ces dialogues ont rassemblé un total de **75** personnes représentant divers groupes sociaux, notamment des éleveurs sédentaires et des agriculteurs (soit **25** personnes par localité).
- **25** personnes représentant des ONG locales et des organisations de la société civile (OSC) ont été formées à la gestion des conflits.

République Démocratique du Congo

Le DRC a poursuivi le déploiement de la sensibilité aux conflits comme principe opérationnel dans les réponses d'urgence et l'adaptation des activités, grâce au soutien financier du FCDO et d'ECHO, à travers :

- Réalisation de **12** analyses de sensibilité aux conflits réparties dans 4 provinces (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika).
- Formation de **1 200** leaders communautaires à la gestion des conflits (763 hommes et 437 femmes) au cours de **30** sessions.

Activités de consolidation de la paix financées par ECHO-HIP :

- Réalisation de **2** analyses de sensibilité aux conflits.
- **240** leaders communautaires formés à l'éducation à la paix à Angumu et Fataki dans la province de l'Ituri (164 hommes et 76 femmes) au travers de **6** sessions.
- **60** membres des comités COPA (Comités de parents) et COGE (Comités de gestion) formés à la cohésion sociale (37 hommes et 23 femmes) au cours de **3** sessions.



Élaboration d'un plan d'action pour l'éducation à la paix dans les écoles et les communautés d'accueil à Angumu/Ituri, République démocratique du Congo



Analyse participative des préjugés et des stéréotypes réalisée par les membres des comités COPA et COGE d'AKICHIRA, lors de la formation sur la cohésion sociale, République démocratique du Congo

Afrique de l'Ouest

PREVENIR : Prévention et Résilience pour l'Avenir

Le projet PREVENIR, financé par le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, visait à réduire les conflits locaux et à atténuer l'impact de la violence armée dans les zones frontalières du Burkina Faso, du Mali et du Niger, en particulier dans la région du Liptako-Gourma.

Burkina Faso

- **10** formations à la gestion et à la médiation des conflits.
- **19** dialogues communautaires organisés.
- **75** séances de sensibilisation axées sur la cohésion sociale.
- **5** appuis spécifiques, incluant un soutien technique et financier aux activités communautaires.
- **1** autre type d'activité, comprenant des réunions, des entretiens, des enquêtes et des évaluations des besoins.
- Conception de 2 vidéos explicatives animées afin de sensibiliser les ONG à l'importance de l'approche sensible aux conflits dans les interventions humanitaires.

Mali

Plaidoyer et gouvernance

- **4** initiatives menées par des organisations de la société civile locales et nationales ainsi que des défenseurs des droits humains soutenues par le projet afin de porter les préoccupations locales vers les instances de décision supérieures. Ces initiatives ont découlé des plans d'action destinés au plaidoyer auprès des décideurs.
- **1** réunion avec les bailleurs de fonds et **1** réunion avec les organisations de la société civile et les participants au projet.
- **5** autorités locales soutenues dans la mise en place et le renforcement de systèmes d'alerte précoce.



Analyses de conflits et études

- **2** analyses de conflits approfondies.
- **3** analyses rapides de la dynamique des conflits.
- **2** études consacrées aux facteurs contribuant aux conflits ainsi que sur la perception de la gouvernance politique.

Médiations et dialogues

- **20** missions de médiation d'urgence
- **1** dialogue structuré appuyé sur la gestion foncière, la gestion des ressources naturelles et toute autre cause profonde de conflit identifiée localement comme prioritaire.
- **1** processus de dialogue organisé.

Engagement de la jeunesse et moyens de subsistance

- **1 022** jeunes vulnérables (âgés de 15 à 35 ans) accompagnés dans le développement de leurs moyens de subsistance.
- **1** communauté soutenue à travers des investissements collectifs visant à renforcer les moyens de subsistance durables pour les jeunes, et la protection communautaire via la mise en œuvre d'un plan d'action communautaire
- **4** collaborations (Plans d'action des coalitions de jeunes) menées avec la société civile locale/nationale et les défenseurs des droits humains pour remonter les préoccupations locales aux niveaux décisionnels supérieurs en vue de la consolidation de la paix.



Niger

Médiations et dialogues

- 4 médiations d'urgence conduites à Téra et Madarounfa, réunissant 66 participants.
- 8 dialogues communautaires organisés à Téra et Madarounfa entre communautés pastorales et agropastorales sur l'occupation non réglementée d'une zone pastorale par des agropasticulteurs à Diagorou (18 participants).

Renforcement des capacités et médiation endogène

- 1 formation sur le droit foncier dispensée à Téra par le partenaire AREN, ayant rassemblé 60 participants (12 femmes et 48 hommes).
- 28 médiateurs endogènes, dont 5 femmes, sont identifiés, formés et accompagnés. Ils ont contribué à la prévention pacifique et à la transformation de divers conflits grâce au renforcement de leurs capacités en écoute active, gestion des conflits et en négociation.

Étude et capitalisation

- 1 étude de capitalisation réalisée dans les zones frontalières du Niger (Madarounfa et Téra), documentant la manière dont les approches DRC de médiation humanitaire et endogène ont renforcé la prévention et la gestion des conflits, contribuant ainsi à la cohésion sociale face aux conflits locaux : « Capitalisation des pratiques de médiation humanitaire et endogène au Niger ».



BRICS : Bâtir et Reconstruire des Infrastructures pour la Cohésion Sociale

Le projet BRICS vise à construire et à réhabiliter des infrastructures communautaires essentielles afin de renforcer la cohésion sociale dans les zones affectées par les crises au Burkina Faso et au Togo.

Burkina Faso et Togo

- Partenaires de mise en œuvre : DRC (lead), Tin Tua au Burkina Faso, Humanity & Inclusion (HI) et GEVAPAF au Togo
- Partenaire financier : Fondation PATRIP

En 2025, les communautés de l'Est du Burkina Faso et du Nord du Togo ont continué d'affronter une insécurité aiguë, des déplacements de populations et des pressions accrues sur les services de base. Dans ces zones frontalières fragiles, les projets d'infrastructures risquent souvent d'exacerber les tensions lorsqu'ils sont perçus comme inévitables ou exclusifs. À travers le projet BRICS, DRC et ses partenaires ont démontré que l'infrastructure peut au contraire devenir un puissant levier de consolidation de la paix lorsqu'elle est conçue et déployée via des processus inclusifs et sensibles aux conflits.

Plutôt que de se concentrer uniquement sur la construction, le projet BRICS a investi dans la planification participative et le dialogue, socles de la cohésion sociale. Dans **13** villages répartis sur les deux pays, des consultations communautaires ont été menées afin d'identifier les besoins prioritaires en infrastructures. Les femmes, les jeunes, les personnes déplacées internes, les réfugiés et les personnes en situation de handicap ont été intégrés dans des processus décisionnels traditionnellement dominés par un petit nombre d'acteurs.

Au total, **869** membres de la communauté ont participé aux consultations en 2025, dont plus de 450 femmes et plus de 250 jeunes. Les priorités communautaires ont ensuite été examinées et validées par des processus techniques et communaux, garantissant leur alignement avec les plans de développement locaux et les normes nationales. Cette approche transparente a permis de réduire les tensions liées à l'allocation des ressources et de renforcer la confiance entre les communautés et les autorités locales.

Reconnaissant que la paix durable repose sur les capacités locales, le projet BRICS a également renforcé les mécanismes de dialogue et de prévention des conflits. Au Togo, **26** membres issus de **22** plateformes locales de coordination et de dialogue ont été formés à la médiation et à la communication sensible aux conflits. Au Burkina Faso, des structures de prévention des conflits auparavant inactives ont été revitalisées et accompagnées dans l'élaboration de plans d'action concrets. À la fin de l'année, ces mécanismes traitaient des litiges tels que les conflits fonciers, les tensions liées aux ressources naturelles et les relations entre communautés d'accueil et populations déplacées.

L'engagement des jeunes a constitué un autre pilier essentiel de l'approche de consolidation de la paix du projet BRICS. En 2025, de jeunes leaders ont été formés et soutenus pour concevoir et mettre en œuvre leurs propres initiatives de promotion de la cohésion sociale. **9** initiatives portées par des jeunes — incluant des dialogues communautaires, des événements culturels, des activités sportives et des échanges transfrontaliers — ont mobilisé plus de **3 000** participants. Dans des zones où les occasions d'interactions paisibles s'étaient nettement raréfiées, ces initiatives ont rouvert des espaces de dialogue et d'action collective, notamment à travers un événement sportif transfrontalier réunissant des jeunes du Burkina Faso, du Togo et du Ghana.

Au Burkina Faso, le projet BRICS a également intégré l'Éducation aux risques liés aux engins explosifs (EORE) en tant que mesure de protection et de consolidation de la paix. **60** acteurs communautaires et étatiques ont été formés et accrédités, et **3 835** personnes (dont près de la moitié de femmes et de filles) ont été sensibilisées lors de séances communautaires, renforçant à la fois la sécurité des civils et la confiance envers les institutions locales.

À la fin de l'année 2025, le projet BRICS a posé des bases plus solides et plus durables pour la paix, en réduisant les tensions autour des infrastructures, en renforçant la gouvernance inclusive et en positionnant les communautés — en particulier les jeunes et les femmes — comme des acteurs centraux de la prévention des conflits.

Réseau REcAP: Recherche et Action pour la Paix

Le réseau REcAP vise à renforcer la prévention des conflits, la recherche orientée vers l'action et la collaboration entre les acteurs de la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

- **21** sessions de formation ont été animées sur les thématiques de la consolidation de la paix — notamment la prévention et la gestion des conflits, le genre et la paix, le plaidoyer pour la paix, la sensibilité aux conflits et la médiation — bénéficiant à **440** participants (dont 32 % de femmes et 39 % de jeunes) issus d'OSC locales (y compris des organisations de femmes et de jeunes), d'ONG nationales, d'institutions de recherche, d'autorités locales et de représentants communautaires dans neuf pays : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo.



Burkina Faso

Dans le cadre des financements DANIDA, RESCOM et BPRM :

- **124** formations en gestion des conflits et médiation, formant **5 473** participants*.
- **36** activités de cohésion sociale, réunissant **6 412** participants.
- **179** sessions de dialogue, avec la participation de **5 799** personnes*.
- **48** alertes précoces, impliquant **1 860** personnes.
- **3** sessions de sensibilisation à la cohésion sociale, ayant touché **806** participants*.
- **5** analyses de conflits, partagées à **107** personnes.
- **13** appuis spécifiques (incluant un soutien technique et financier aux activités communautaires), bénéficiant à **533** personnes*.
- **2** autres activités (réunions, enquêtes par entretiens, évaluations des besoins), comptabilisant **17** participants*.
- **1** étude de capitalisation réalisée dans le cadre du projet PREVENIR.

**Le nombre de participants inclut également les participants comptabilisés dans le cadre du programme PREVENIR (Page 14)*



Étude de cas

Restauration d'un accès sécurisé grâce à la consolidation de la paix portée par les communautés au Darfour Central, Soudan

Pendant le conflit en cours au Soudan, DRC a soutenu des initiatives de consolidation de la paix pilotées localement au Darfour central. Cela démontre à quel point les solutions locales et le renforcement des structures communautaires de paix peuvent améliorer de manière significative la sécurité, l'accès et les moyens de subsistance, y compris en temps de guerre. Les comités de paix et de réconciliation (CPR) ont facilité et fait respecter avec succès l'accord sur le tissu social (Social Fabric Agreement), permettant de restaurer un accès sécurisé aux marchés et la liberté de mouvement pour plus de 500 000 personnes. Cela a notamment permis la réouverture du corridor routier stratégique reliant Nyala à Zalingei via Nertiti, améliorant la mobilité, le commerce et l'accès humanitaire, tout en réduisant les tensions liées aux restrictions de déplacement.

Avec le soutien de DRC et de ses partenaires, les CPR ont mené à bien la médiation pour la réouverture de la route Zalingei–Nyala, restaurant ainsi une artère vitale pour le commerce, la circulation des civils et l'acheminement de l'aide humanitaire. Le corridor Zalingei–Nyala relie des villes majeures, connecte le Darfour central aux marchés régionaux et donne accès aux routes menant au Tchad. Lorsque le conflit s'est intensifié en 2023, la route est devenue dangereuse et a été en grande partie fermée. Les commerçants ont été contraints d'emprunter des itinéraires plus longs et plus risqués, les coûts de transport ont explosé et les denrées alimentaires ainsi que les biens essentiels sont devenus rares et coûteux. Cette situation a aggravé l'insécurité alimentaire, réduit les revenus et accentué les tensions liées à la compétition entre communautés pour l'accès à des ressources limitées.

En réponse, les CPR locaux – réunissant des chefs traditionnels, des femmes, des jeunes, des personnes déplacées et des représentants d'éleveurs pastoraux – ont pris la situation en main par le dialogue et la médiation. Grâce à l'appui technique et opérationnel de DRC, un dialogue a été facilité entre les communautés et les acteurs armés contrôlant différents tronçons de la route. À travers une médiation soutenue et axée sur des solutions pratiques, les CPR ont permis de conclure un accord visant à :

- Réouvrir la route pour les déplacements civils et le commerce ;
- Réduire le harcèlement et les taxes informelles ;
- Permettre un accès plus sécurisé aux zones de pâturage ;
- Encourager les acteurs armés à soumettre leurs différends aux mécanismes communautaires plutôt qu'à recourir à la violence.



Cette réouverture a produit des retombées économiques immédiates. Les temps de transport ont diminué, les marchandises circulent de manière plus fluide et les étals des marchés sont réapprovisionnés de façon plus régulière. Les petites entreprises, en particulier les gargotes, les services de réparation et les commerces desservant les voyageurs, ont réouvert ou développé leurs activités.

De nombreux ménages font état d'une amélioration de leurs revenus et de leur pouvoir d'achat, comme en a témoigné une femme travaillant le long du corridor :

« Alhamdulillah, je peux désormais subvenir à tous les besoins de mon foyer sans dépendre de personne ! »

Au-delà des gains économiques, ce processus a renforcé la confiance communautaire et les systèmes locaux de gestion des conflits. Les acteurs armés ont de plus en plus reconnu la neutralité et la légitimité des CPR, et les communautés se tournent désormais vers eux pour résoudre les litiges avant qu'ils ne dégénèrent. Cette expérience démontre comment la consolidation de la paix portée par les communautés, soutenue par DRC, peut réduire la violence, améliorer l'accès et favoriser le relèvement, même dans des contextes de conflit actif, tout en soulignant qu'un soutien continu demeure essentiel pour maintenir et consolider ces acquis.

Construire la paix au niveau local à Asangola Kebele, Éthiopie

Dans la région de l'Afar en Éthiopie, les communautés ont subi des années de conflits violents, de chocs liés au climat et une compétition de plus en plus intense pour l'accès aux ressources naturelles rares. Ces pressions ont fragilisé les mécanismes traditionnels de résolution des conflits, laissant de nombreux différends dégénérer en violences. À Asangola Kebele, cependant, une approche communautaire est en train de changer la donne.

Grâce au programme HDPN, financé par SIDA et l'Ambassade de Norvège en Éthiopie, le DRC a soutenu la création de Comités de Paix inclusifs, rassemblant des aînés, des femmes, des jeunes et des représentants de divers groupes de la communauté. Les membres de ces comités ont reçu une formation en analyse de conflits, médiation, négociation et alerte précoce. Avec leurs compétences renforcées, ces structures locales de paix sont désormais en mesure de prévenir et réduire les conflits en favorisant le dialogue. Cela passe également par la compréhension mutuelle et la résolution des litiges par des moyens non violents.

Le travail du comité s'enracine dans les mécanismes traditionnels afars de résolution des conflits, en particulier le Mada'a (droit coutumier), mais appliqué de manière plus proactive. Au lieu d'intervenir seulement après le déclenchement des violences, les comités agissent désormais très tôt — lorsque les tensions sont encore maîtrisables et que des solutions paisibles restent possibles. Comme l'a souligné un membre du comité de paix :

« Avant, nous n'intervenions qu'une fois les conflits devenus graves. Aujourd'hui, nous agissons tôt, lorsque les tensions sont encore maîtrisables et que des solutions peuvent être trouvées de manière pacifique. »

Les résultats de cette approche proactive sont tangibles. À Asangola, le comité a conduit avec succès sept médiations en lien avec des conflits locaux, notamment des différends sur l'utilisation des eaux de crue, les limites de terres agricoles, les voies de transhumance, ainsi que des tensions liées à l'assistance humanitaire.

L'une des réussites les plus marquantes a été la prévention d'un conflit interethnique violent entre des agriculteurs d'Asangola Kebele et des éleveurs d'un kebele voisin, dans la région du Tigré, des communautés qui se disputent depuis longtemps les pâturages et l'eau le long de la frontière administrative. Un membre du comité de paix a décrit cette situation : « En octobre 2025, pendant la saison agricole, des éleveurs d'un kebele voisin du Tigré se sont déplacés ici. Malheureusement, le bétail a endommagé les cultures d'agriculteurs locaux.



La situation s'est aggravée et a résulté en confrontation physique et blessures entre deux individus. Après avoir reçu l'information via le Daggu, le système d'échange d'informations afar, le Comité de consolidation de la paix est intervenu immédiatement. Cela s'est traduit par une évaluation des dégâts sur les cultures, une veille aux soins médicaux ainsi qu'une application du Mada'a pour guider le processus de résolution.

Les frais médicaux ont été pris en charge par les familles concernées, tandis que les habitants des alentours ont contribué volontairement à la compensation des cultures endommagées. Une fois la personne blessée rétablie, les deux parties se sont réunies pour se réconcilier autour d'un repas.

« L'incident a été résolu de manière pacifique, sans représailles ni conflit ethnique plus large. »

Au-delà de la résolution du litige immédiat, le comité a organisé des dialogues de paix à l'échelle de l'ensemble de la communauté pour s'attaquer aux tensions sous-jacentes, sensibiliser la population et prévenir toute escalade ultérieure. Ces efforts ont considérablement réduit le risque de violences liées aux ressources dans la zone.

La confiance envers le comité de consolidation de la paix d'Asangola s'est renforcée de manière constante, les résidents locaux se tournant de plus en plus vers le comité pour une résolution non violente dès que des différends surviennent. La légitimité et l'efficacité du comité sont désormais reconnues au-delà du kebele, les communautés voisines sollicitant de plus en plus son soutien pour la médiation de leurs propres litiges, réduisant considérablement le risque de violences liés aux ressources dans la zone.

L'expérience d'Asangola démontre comment des acteurs locaux autonomisés peuvent bâtir une paix qui dépasse les frontières administratives et ethniques. En renforçant la cohésion sociale, en revitalisant les mécanismes traditionnels et en prévenant la violence avant qu'elle n'éclate, les comités de paix prouvent que les solutions portées par les communautés sont essentielles à une paix durable au cœur du nexus Humanitaire-Développement-Paix.

Programme Karamoja Strong (KSP) : Résilience portée par les communautés face aux pertes, aux déplacements et aux conflits induits par le changement climatique, Kenya-Ouganda

Dans le cadre d'un financement de Danida, le DRC travaille en partenariat en Ouganda avec le diocèse Caritas de Moroto et Karamoja Herders of the Horn (KHH) ; au Kenya, avec SIKOM, Frontiers Children (FCDO) et Caritas Lodwar ; et dans ces deux pays, avec African Women Rising (AWR) et Samuel Hall East Africa.

Ce programme transfrontalier entre l'Ouganda et le Kenya renforce la résilience des communautés face au changement climatique grâce à l'agriculture régénératrice, la collaboration transfrontalière, l'alerte précoce, la prévention et la gestion des conflits, la gouvernance de la sécurité et des activités d'Action Anticipatoire (AA). L'initiative consolide les pratiques et interventions anticipatoires et adaptatives menées au niveau local dans les zones transfrontalières de Karamoja, en aidant les communautés à adopter des pratiques de subsistance réactives, sensibles au genre et résilientes au climat. Elle renforce les capacités des autorités transfrontalières à surveiller et évaluer les risques climatiques, garantissant ainsi que l'information soit bien connectée, accessible et disponible pour les communautés les plus touchées par le changement climatique. Ces efforts contribuent à réduire les pertes et préjudices liés aux événements climatiques et aux conflits, tout en renforçant la résilience climatique et la coexistence pacifique au sein des communautés du cluster de Karamoja.

Dans le cadre du projet Karamoja Strong, DRC Kenya, en partenariat avec l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (National Drought Management Authority - NDMA) et le Département météorologique, organise des discussions de Planification Scénaristique Participative et de Connaissances Traditionnelles Autochtones (Participatory Scenario Planning and Indigenous Traditional Knowledge - PSP-ITK) sur les enjeux météorologiques clés. Ces échanges réunissent des représentants communautaires, des aînés, des femmes leaders, des fonctionnaires et des experts techniques. Les ateliers PSP-ITK visent à renforcer la résilience climatique en interprétant conjointement les prévisions météorologiques saisonnières à l'aide des systèmes de savoirs autochtones et des données météorologiques



scientifiques, favorisant ainsi l'appropriation par les communautés des mesures de préparation aux catastrophes. Les aînés Turkana partagent les risques climatiques et de cohésion sociale traditionnels, identifiés à travers l'observation et l'interprétation des motifs dans les entrailles d'une chèvre fraîchement abattue.

Ces prédictions locales sont comparées et alignées avec les prévisions saisonnières du Département météorologique pour la saison des pluies, en intégrant les anticipations de précipitations supérieures ou inférieures à la normale, la disponibilité des pâturages et de l'eau, ainsi que les risques accrus d'inondations et de maladies qui en découlent. Les participants ont reçu des directives claires et concrètes sur la préparation aux inondations, la planification agricole et pastorale, ainsi que sur la diffusion des informations météorologiques au sein de la communauté.

Cette activité renforce la confiance et la coordination entre les communautés et les institutions techniques, démontre la valeur de l'intégration des savoirs autochtones et scientifiques, et pose les bases d'un partage ultérieur d'informations climatiques entre communautés voisines afin de renforcer l'action précoce et de réduire les impacts potentiels des risques liés au climat.

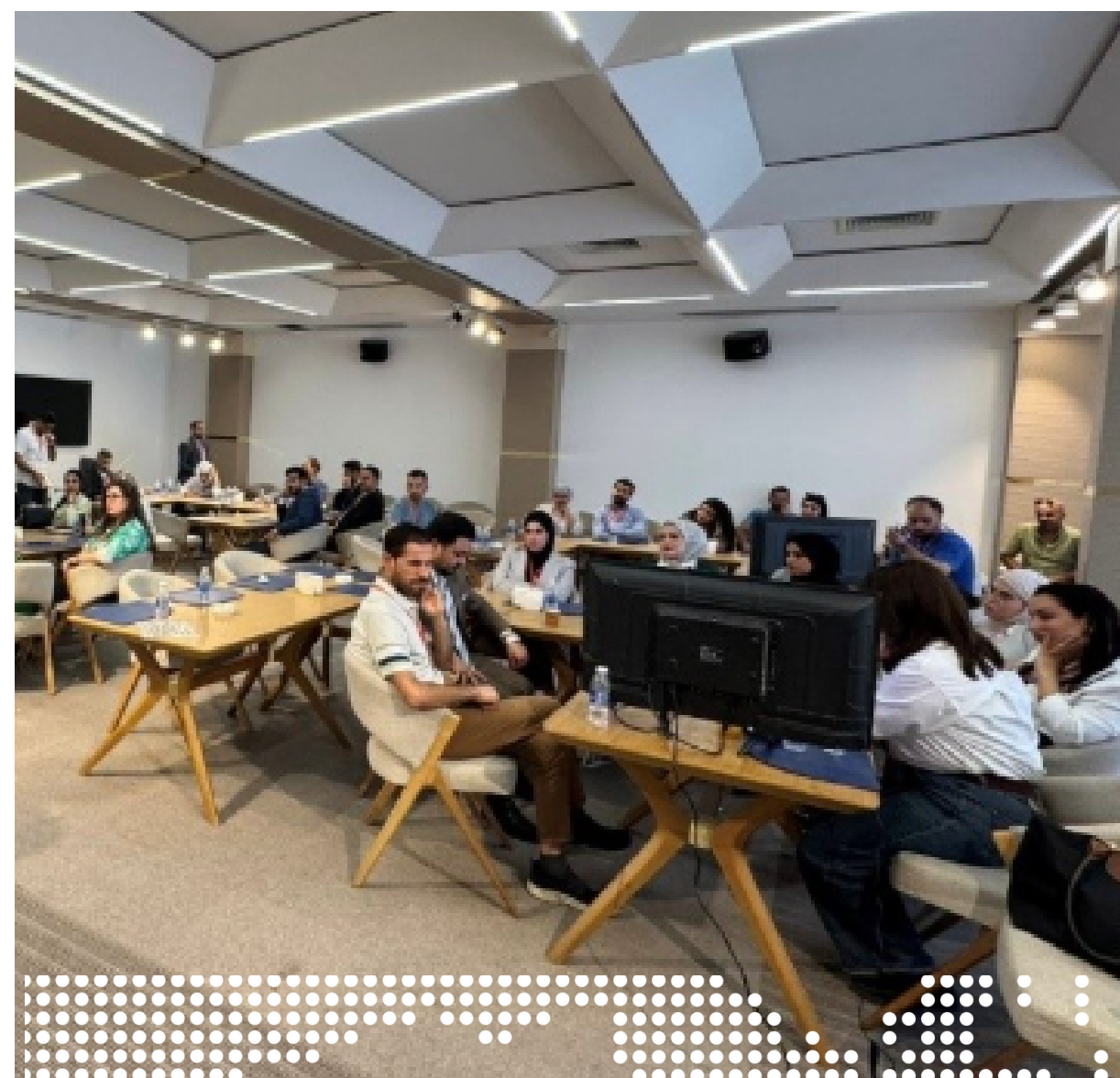


Consolidation numérique de la paix pour la cohésion sociale, Irak

Financé par le Fonds flexible d'innovation du DRC (DANIDA), le projet « Consolidation numérique de la paix » a promu la cohésion sociale dans la province d'Anbar grâce à des approches numériques innovantes qui ont renforcé la collaboration entre les personnes déplacées internes (PDI) et les communautés d'accueil. L'initiative a mis un accent particulier sur l'autonomisation des femmes et des jeunes en tant qu'acteurs de la paix et créateurs de contenus numériques, leur permettant de jouer un rôle plus actif dans la promotion du dialogue et l'apaisement des tensions locales.

Le projet a tiré parti de plateformes numériques communautaires, du récit numérique (digital storytelling) et d'outils appuyés par l'intelligence artificielle pour amplifier les récits positifs, encourager un engagement en ligne constructif et renforcer la résilience des communautés. Grâce à des formations ciblées, des ateliers et des activités de sensibilisation, les participants ont développé leurs compétences en communication numérique, création de contenus, narration visuelle et en utilisation responsable des technologies numériques. Ces efforts ont contribué à la production de contenus portés par les acteurs locaux et favorisant l'inclusion, la coexistence ainsi que la cohésion sociale.

L'une des principales réalisations a été la création du **Réseau de la paix numérique**, qui a rassemblé des jeunes, des femmes, des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes communautaires afin de collaborer sur des initiatives numériques en faveur de la paix. Le projet a également élaboré un cadre stratégique pour la diffusion de messages de cohésion sociale et a mis en place une plateforme en ligne dédiée au partage de connaissances et à la mobilisation communautaire.



Dans le cadre de cette initiative, un Peace Code Camp a été organisé à Bagdad, réunissant 45 participants issus du Réseau de la paix numérique, d'institutions gouvernementales, d'initiatives numériques, du milieu universitaire, d'organisations de la société civile et de groupes d'activistes. Cet événement a offert une expérience pratique des outils numériques innovants et a exploré l'utilisation de l'intelligence artificielle pour lutter contre la désinformation, les discours de haine et la polarisation en ligne.

Le projet a démontré comment les technologies numériques peuvent compléter les approches traditionnelles de consolidation de la paix en renforçant les capacités locales, en favorisant la collaboration et en amplifiant les récits communautaires positifs. En dotant les acteurs locaux des compétences et des outils nécessaires pour s'engager efficacement dans les espaces numériques, cette initiative a posé les bases d'efforts durables et portés par la communauté pour la consolidation numérique de la paix en Irak.



Engagement externe et visibilité

Conférence du réseau REcAP

Coopération et coordination régionales en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de prévention de l'extrémisme violent, Dakar — 10 et 11 février 2025

Le DRC a co-organisé la troisième conférence régionale du réseau Recherche et Action pour la Paix (REcAP), en partenariat avec le SIPRI et le Réseau ouest-africain pour la édification de la paix (WANEP). La conférence a rassemblé des chercheurs, des acteurs de la société civile, des décideurs politiques et des partenaires internationaux intervenant en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad afin de renforcer la collaboration sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

Placé sous le thème de la coopération et de la coordination régionales, cet événement de deux jours a facilité le partage de connaissances à travers des tables rondes, des ateliers interactifs et la présentation des travaux de recherche de REcAP, notamment des études sur les facteurs de conflits et d'extrémisme violent. Les participants ont souligné l'importance d'approches de consolidation de la paix inclusives et portées par les acteurs locaux, du renforcement des capacités des organisations de la société civile, ainsi que d'un engagement accru des jeunes et des communautés dans les processus de paix et de sécurité.

La conférence a également servi de plateforme pour consolider les enseignements tirés des activités de REcAP et promouvoir la collaboration régionale en matière de recherche ainsi que la formulation de politiques publiques fondées sur des données probantes. En soutenant le dialogue entre les acteurs locaux, régionaux et internationaux — incluant des think tanks, des ONG et l'Union européenne —, le DRC a contribué à renforcer les réseaux régionaux et à améliorer l'efficacité et la pérennité des efforts de consolidation de la paix dans les contextes fragiles.

Semaine de la paix de Genève 2025

Le DRC a organisé et présenté deux Panels à la Semaine de la Paix 2025.

Panel conjoint : Récolter la paix : alimentation, emplois et cohésion sociale dans les contextes touchés par les conflits — 16 octobre 2025

Ce panel conjoint a été coorganisé par le DRC, représenté par un responsable d'un membre de Comité pour la paix et la réconciliation au Darfour (Soudan), aux côtés de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) et d'Interpeace. Le panel a exploré la manière dont le travail décent et la sécurité alimentaire peuvent contribuer à la prévention des conflits et à la reconstruction de la cohésion sociale dans les contextes fragiles et post-conflit. Dans les zones touchées par la violence et l'instabilité, l'effondrement des systèmes alimentaires et l'érosion des moyens de subsistance peuvent accroître la vulnérabilité et les divisions sociales.

À travers un dialogue établissant un pont entre les réalités du terrain et les cadres politiques, le panel a apporté des éclairages pratiques et favorisé l'apprentissage intersectoriel.



Consolidation de la Paix et Protection des civils : Leçons du Darfour, Soudan du Sud et régions affectés par les conflits au Niger - Atelier

Le DRC a aussi coorganisé un atelier avec le Non-Violent Peaceforce. Le DRC a présenté des expériences de programmes de consolidation de la paix au Darfour ainsi qu'au Niger pour mettre en évidence les liens entre la consolidation de la paix et la protection des civils. Le Non-Violent Peaceforce a présenté un point sur les besoins de plaidoyer et expériences, de leur travaux sur les Unarmed Civilian Protection (UPC) au Soudan du Sud et en Ukraine.

Engagement du DRC dans le Réseau Danois pour la Prévention des Conflits et la Consolidation de la Paix (NCPPB)



Le DRC continue d'être un membre actif du Réseau Danois pour la Prévention des Conflits et Consolidation de la Paix. Le Réseau travaille pour renforcer la capacité et la priorisation des OSCs danoises et autres acteurs, d'intégrer la prévention de conflits et la consolidation de la paix dans leurs programmes. C'est aussi une communauté de pratique et de partage de connaissances. Le Réseau appuie le renforcement de la compréhension, l'absorption et le plaidoyer effectif de la prévention de conflits et la consolidation de la paix dans les politiques et pratiques au Danemark et en international.

Conférence Femmes Paix et Sécurité et Réunion annuelle du Réseau des femmes médiatrices nordiques (NWM) 2025

Ministère des Affaires Étrangères Danois, Copenhague — 24 & 25 novembre 2025

Le DRC a appuyé l'organisation de la conférence et la réunion annuelle 2026 du NWM à Copenhague. Cette rencontre a rassemblé plus de 150 personnes, y inclus 57 femmes médiatrices, bâtisseuses de paix et expertes de la région nordique, des pays Baltes et des pays touchés par des conflits. Organisée dans le cadre du 25e anniversaire de la résolution 1325 du UNSC sur femmes, paix et sécurité (WPS), marquant une décennie de coopération nordique à travers le NWM, la rencontre a offert une plateforme de dialogue, de partage de connaissances et de collaboration stratégique pour faire progresser la participation des femmes aux processus de paix et de sécurité.



Fondé en 1956, le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) œuvre depuis 70 ans à accompagner les personnes déplacées dans leur quête d'une vie digne. Plus importante ONG humanitaire du Danemark et organisation internationale de premier plan, le DRC intervient dans près de 30 pays grâce à une équipe dévouée d'environ 6 000 employés et des milliers de bénévoles.

Le DRC défend les droits des communautés touchées par le déplacement et leur propose des solutions, tout en apportant une assistance à toutes les étapes du parcours : lors des crises aiguës, durant l'exil, pendant l'installation et l'intégration dans un nouveau lieu, ou au moment du retour. Le DRC aide les personnes déplacées à devenir autonomes et à s'intégrer dans les sociétés d'accueil. L'organisation travaille en collaboration avec la société civile et les autorités compétentes pour promouvoir la protection des droits et l'inclusion.

Au Danemark, nos plus de 5 000 bénévoles apportent une contribution inestimable aux activités d'intégration menées dans l'ensemble du pays.

Le code de conduite du DRC est au cœur de notre mission organisationnelle, et le DRC vise les normes éthiques et professionnelles les plus élevées. L'organisation a été certifiée conforme aux exigences de qualité les plus exigeantes selon la Norme humanitaire fondamentale de qualité et de redevabilité (CHS).

S.M. la Reine Mary est la marraine du DRC.

Pour en savoir plus sur nos actions, consultez : www.drc.ngo



*Supporting refugees and displaced
towards a dignified life*